



Table ronde 1

2025, LE GIGABIT POUR TOUS ! OUI, SI...

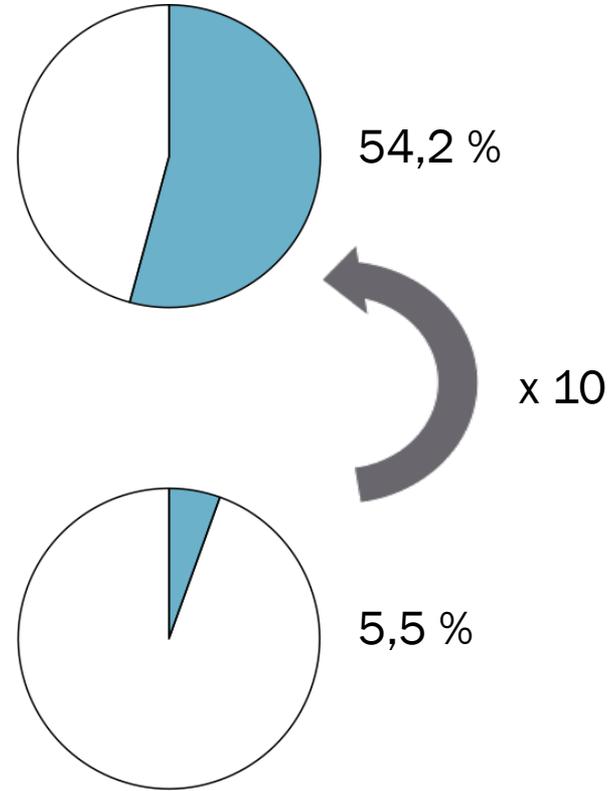
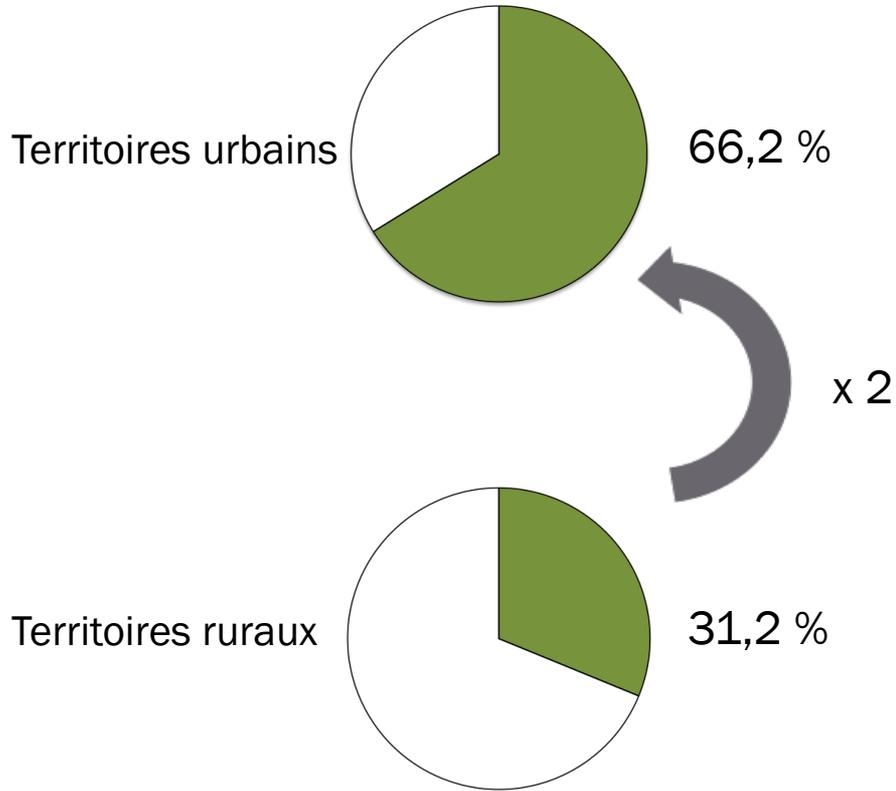
Patrick VUITTON

Délégué général de l'AVICCA



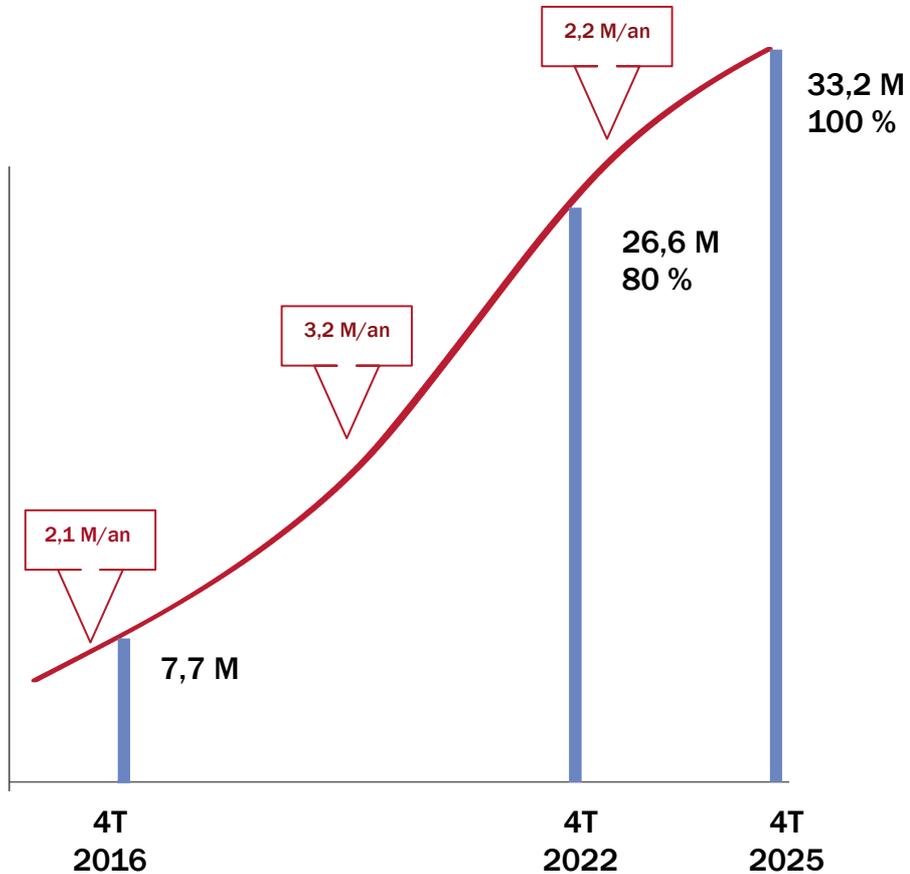
Couverture 30 Mbit/s

Couverture 100 Mbit/s



Source : Agence du Numérique au 31/12/16

L'ACCÉLÉRATION DOIT IMPÉRATIVEMENT SE POURSUIVRE



- L'accélération doit impérativement se poursuivre en nombre de prises
- Les prises nouvelles seront plus couteuses car la zone privée a été écrémée

QUELLES CONTRIBUTIONS DU PRIVÉ ET DU PUBLIC ?

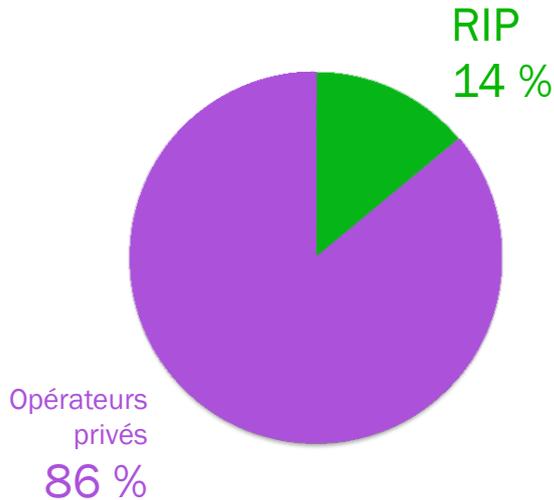


Zone privée/Plan

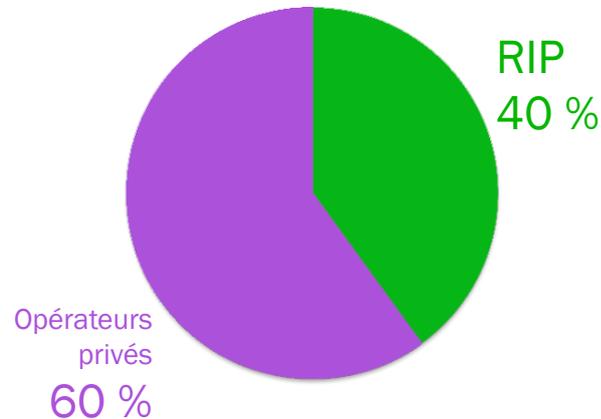
- 18,7 millions de prises
- ZTD + ZMD : 225 400 km de GC
- 12 m/ligne

Zone RIP/Plan

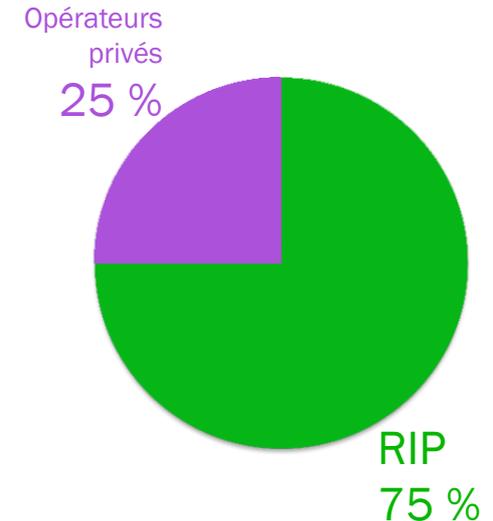
- 15 millions de prises
- ZMD : 633 800 km de GC
- 42 m/ligne



Prises raccordables
7 681 000



Linéaire GC enterré
50 000 km



Linéaire aérien
5 000 km

Source : ARCEP 4T 2016



- La quasi totalité des collectivités auront contractualisé avec l'exploitant du RIP fin 2017, dans une dynamique positive
 - Le choix du FttH s'affirme
 - Les financements des collectivités et des partenaires sont là (CDC, BEI/plan Juncker, fonds d'investissements, banques...)
 - Les résultats des appels d'offres sont bons (coûts de travaux inférieurs, meilleure prise en charge par les partenaires)
- Les chantiers s'ouvrent sur la moitié des départements en 2017, mais la réalisation est entravée
- La dynamique commerciale s'amorce mais reste entravée



Dossiers RIP présentés à l'instruction de la Mission THD

novembre 2016	856 000 prises MeD 7 941 000 prises FttH
---------------	---

janvier 2017	Rapport de la Cour des comptes
--------------	--------------------------------

mars 2017	873 000 prises MeD	(+ 17 000)
	9 381 000 prises FttH	(+ 1 440 000)

LA CARTE SE COUVRE



RIP 2G (mai 2017)

Éditée par l'AVICCA (mai 2017)
Fonds GEOFLA IGN (2016 2.2)
DGCL (2017)

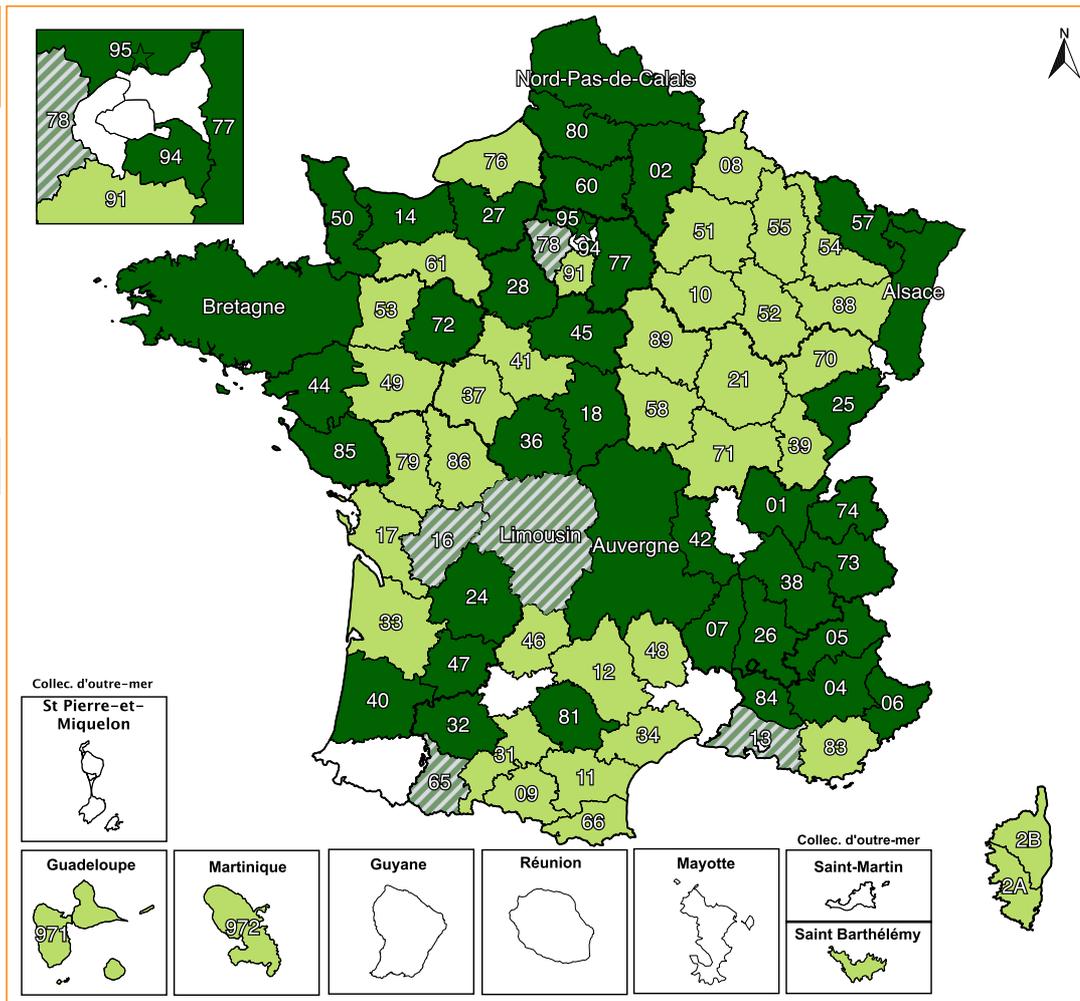
Légende

-  Marchés attribués
-  Procédures en cours
-  Montages juridiques en cours

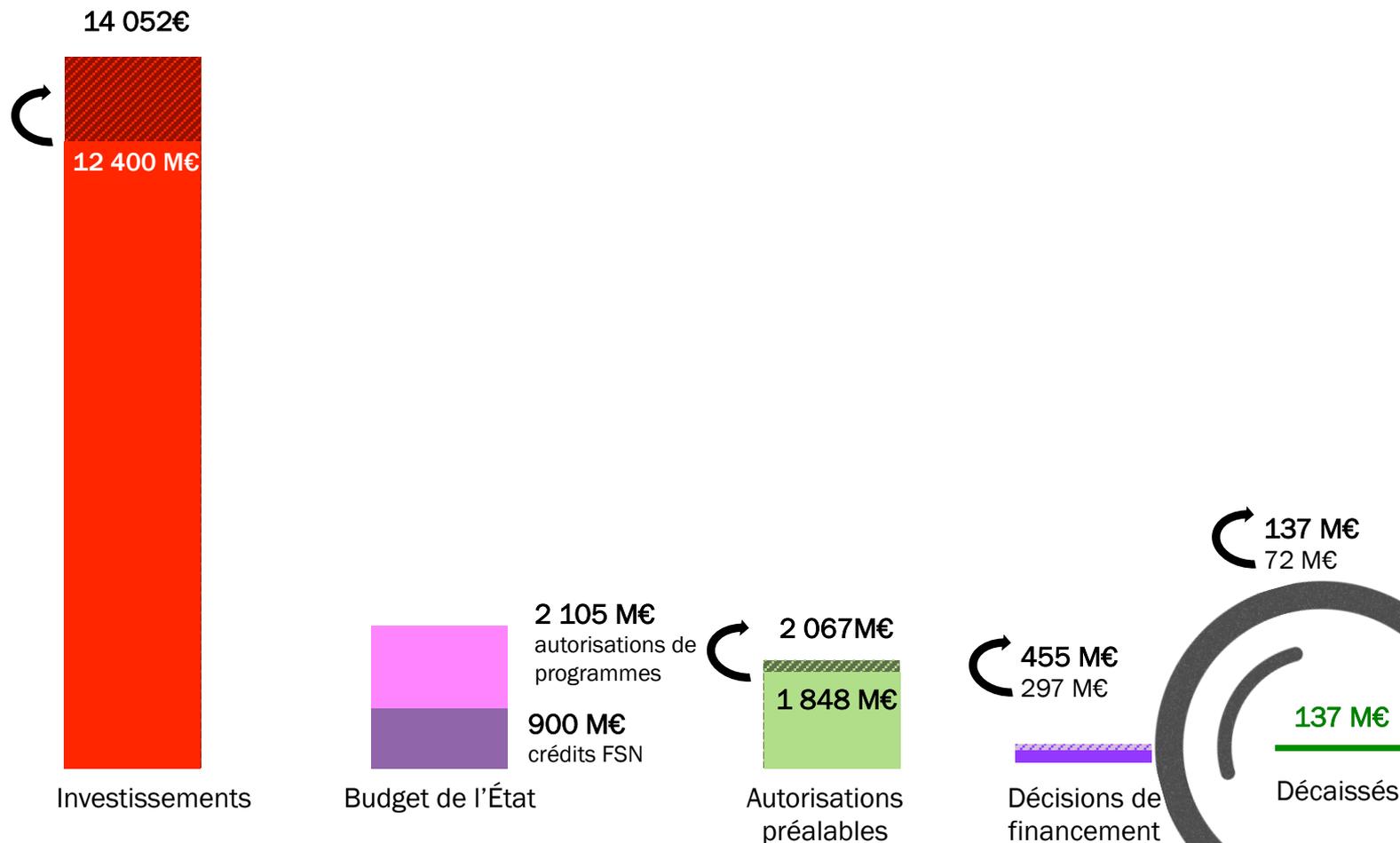
Éditée le 15/5/2017



AVICCA - Association des Villes et Collectivités
pour les Communications électroniques et
l'Audiovisuel



AIDES DE L'ÉTAT : DU COMPTE-GOUTTES À L'OUVERTURE DES VANNES



LE 100% POSSIBLE EN 2025... MAIS PAS POUR TOUS ?



- 1/3 des collectivités visent déjà le 100% FttH dans leurs contrats (ou 99,x %)

2019 / 2020	ex-CA Plateau de Saclay et Europe-Essonnes, CA Laval, Debitex (93/95), Essonne, Loire, Moselle, Oise, Val-de-Marne, Val-d'Oise...
2021	Ain, Alpes-Maritimes, Bas-Rhin et Haut-Rhin (Grand Est/territoire d'Alsace), Bouches-du-Rhône, Corrèze (Dorsal), Mayenne...
2022	Aisne, Martinique, Nord-Pas-de-Calais, Saône-et-Loire...
2023	Indre-et-Loire, La Réunion, Seine-Maritime, Saint-Barthélemy, Var...
2024	Ardèche, Drôme, Doubs, Maine-et-Loire, Isère...
2025	Eure, Grand Est (Ardennes, Aube, Haute-Marne, Marne, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Yonne), Pyrénées Orientales...

- Les négociations en cours poussent vers le raccourcissement de ces délais
- Les révisions de SDTAN vont dans le même sens (Haute-Saône, Vaucluse...)
- Mais le Plan ne prévoyait que le financement de 50% des prises de la zone RIP

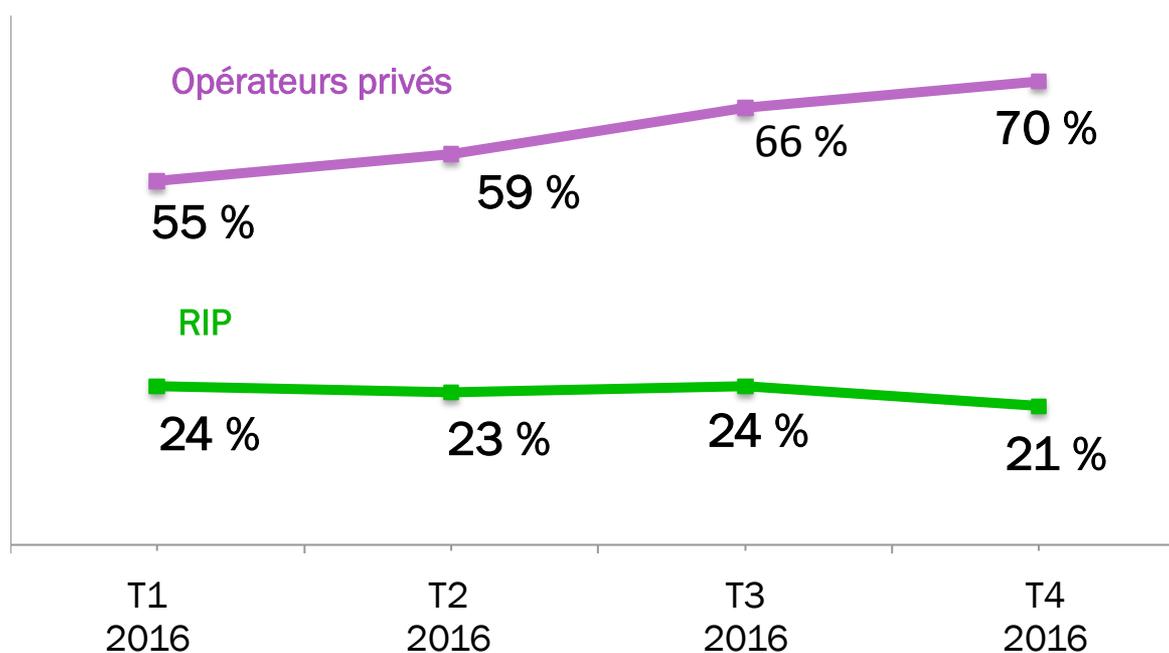


- ⊙ Accès au génie civil d'Orange
 - ⊙ Difficultés liées à l'état de l'infrastructure, aux process, aux contrats, à la documentation...
 - ⊙ Gestion de milliers de contrats BLO, inégalités contractuelles, segmentation des offres...
 - ⊙ État de la documentation (ex : PIT)
 - ⊙ Réparations, fourniture poteaux...
 - ⊙ Pas d'anticipation dépose du cuivre sur aérien...
 - ⊙ Problèmes identifiés par l'ARCEP mais solutions trop longues
- ⊙ Accès au génie civil géré par ENEDIS
 - ⊙ Nécessité de mieux apprécier la capacité à accueillir le réseau FttH...
 - ⊙ Poursuite industrialisation

LA DYNAMIQUE COMMERCIALE EST ENTRAVÉE



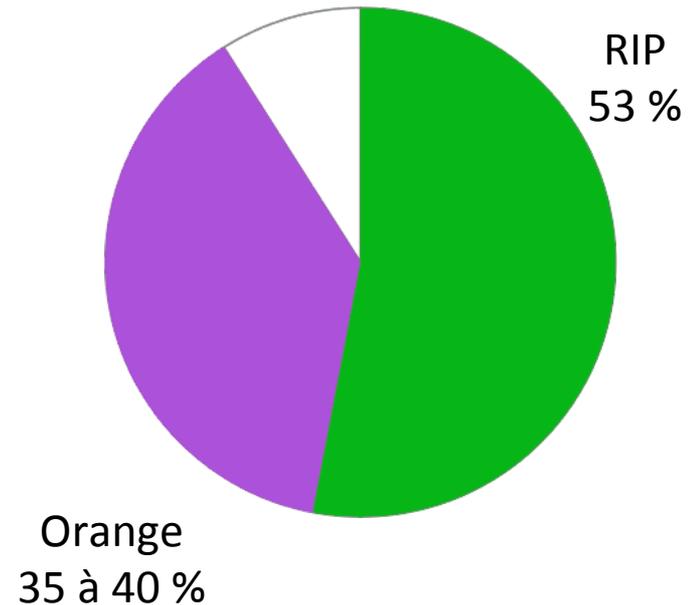
- Deux années de pertues pour traiter les locaux sans adresse postale
- Les opérateurs verticalement intégrés maintiennent leur « priorité » aux réseaux dont ils veulent gagner l'exploitation
- Le taux de mutualisation (2 opérateurs au PM) montre l'existence de deux marchés





- Généraliser la QoS sur BLOM sans surcoûts
- La transformation numérique engendre des besoins pour les utilisations les plus critiques, donc la BLOD garde son sens
- Les RIP 1G peuvent évoluer vers la collecte des PM
- Les RIP ont fait la preuve de leur ouverture
 - Revoir les limitations du Plan France THD qui confortent de fait une position dominante sur le gros et le détail
 - Protéger transitoirement les investissements des RIP 1G (ZF2 > ZF1)

Part de marché de gros sur les offres d'accès de haute qualité sur BLOD (hors autoconsommation)





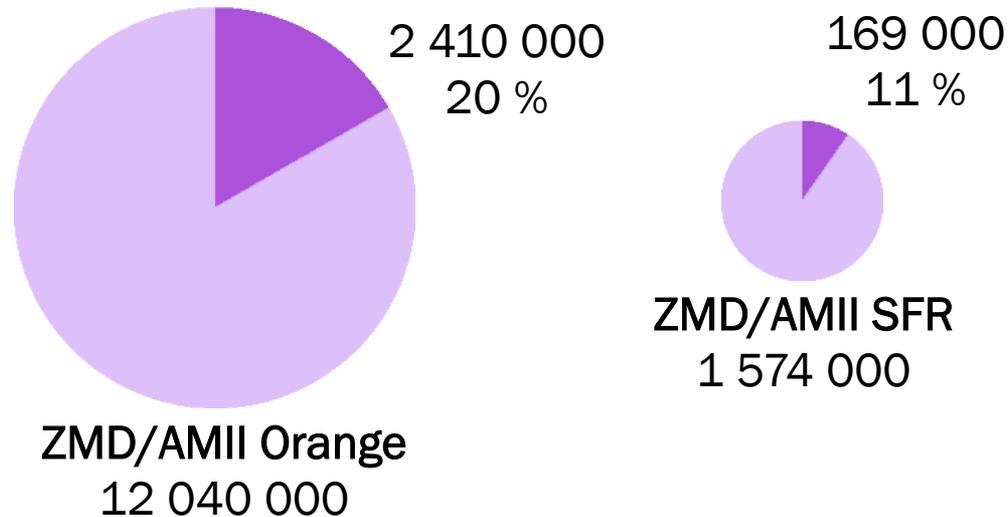
- À terme, les collectivités vont-elles rester éternellement locataires du GC d'Orange ?
 - elles vont en utiliser les 3/4
 - sur 586 500 km (distribution) elles en seront pratiquement les seules utilisatrices après extinction du cuivre
 - l'infrastructure doit vivre et non survivre (enfouissements, sécurisation, renouvellement, maintenance préventive et curative de qualité)
 - le GC télécoms s'articule avec d'autres (notamment électricité)
 - elles peuvent se financer à moins cher que 7,6 % sur cette infrastructure

ZMD/AMII : À 60% DU PARCOURS, DES PROBLÈMES QUANTITATIFS ET QUALITATIFS



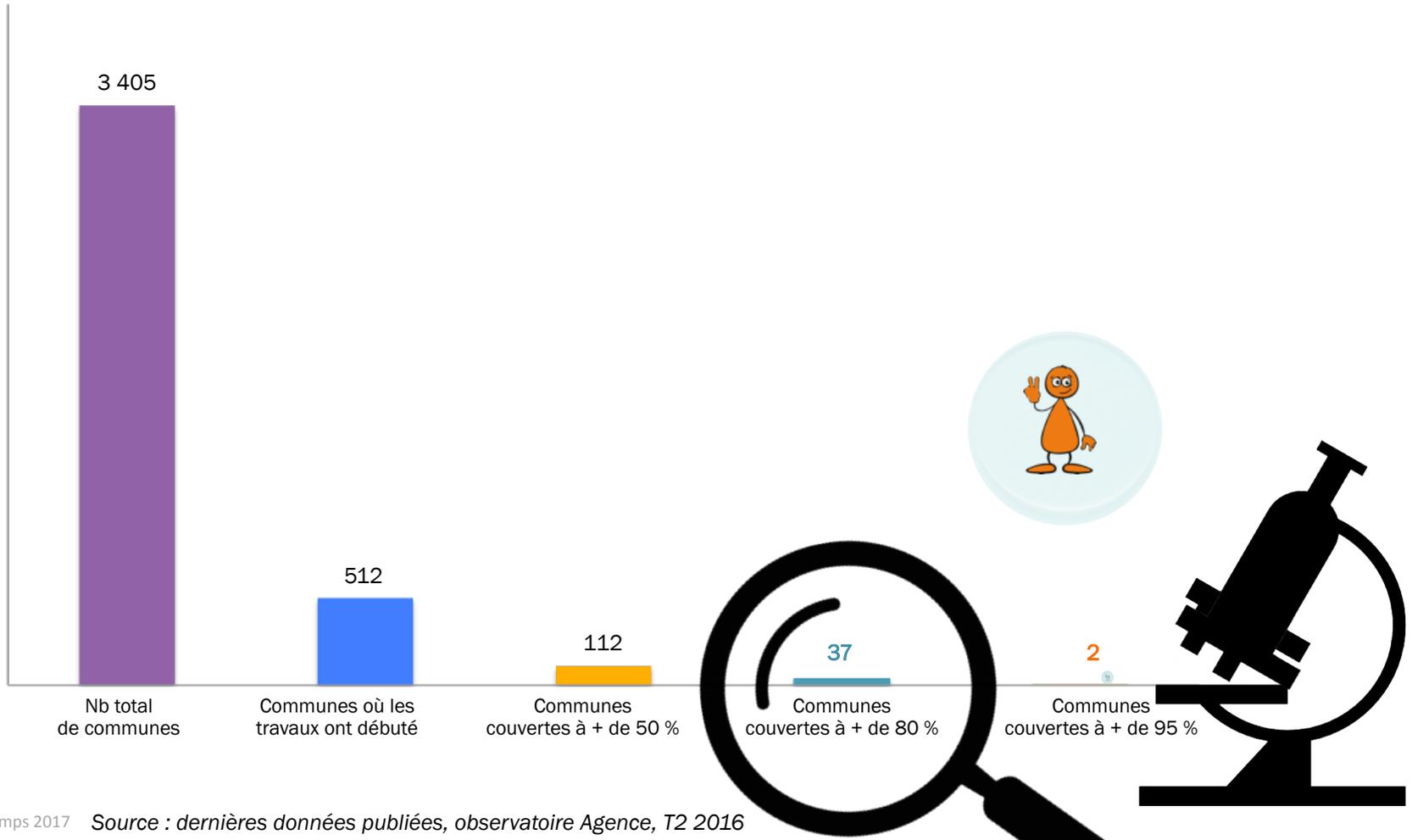
- Accélération en cours, mais :
 - Plus de 5 000 000 de locaux gelés (« programmés » mais pas « raccordables » et plus rentables pour un tiers)
 - 56,8 % des locaux sans convention signée avec les collectivités
 - Un faible taux de prises raccordables à 4 ans de l'échéance
 - Peu de traitement des priorités (zones à faible débit, zones d'activité)

Prises raccordables/
locaux à raccorder



Sources : ARCEP, Agence du Numérique au 31/12/16

ZONE AMII : PEU DE COMMUNES COMMENCÉES, PRATIQUEMENT AUCUNE ACHEVÉE





- Établir un diagnostic financier précis du « reste à faire » à l'issue du round des attributions de contrat, fin 2017 (en réponse à la Cour des comptes)
- Budget de l'État
 - Confirmer les 3,3 Mds€ d'autorisations de programmes du Plan (3,05 votés dans les lois de finances)
 - Inscrire les dépenses au budget de chaque loi de finances, correspondant à la consommation prévisionnelle des autorisations de programmes
 - Compléter les 3,3 Mds pour permettre le 100% en 2025
 - Aménager les règles
 - Péréquation territoriale plus juste
 - Incitations plus fortes sur les priorités (entreprises, services publics, points hauts mobile pour l'amélioration de couverture et la 5G...)
- Union européenne
 - Prolonger les fonds FEDER/FttH pour la période 2020-2025

L'ÉTAT EST GARANT DE LA CRÉDIBILITÉ DES INTENTIONS D'INVESTISSEMENTS



- ⊙ L'État doit pousser les opérateurs (sous peine de constat de carence) pour :
 - ⊙ Traiter les priorités du Plan (entreprises, zones à mauvais débit)
 - ⊙ Démontrer leurs capacités à tenir l'objectif 2020
 - ⊙ Nationalement : volume prévisionnel des prises année par année
 - ⊙ Localement : conventions précises (priorités, planning, volumes de prises raccordables)
- ⊙ La transparence des données essentielles doit être complétée.
 - ⊙ Volume des prises « gelées »
 - ⊙ État d'avancement de la complétude zone par zone pour suivi/contrôle
 - ⊙ Identification des « raccordables sur demande » dans les fichiers IPE (définis par l'ARCEP en 2015 !)
 - ⊙ Publication des données géographiques en open data

APRÈS AVOIR « PIVOTÉ », LA RÉGULATION DOIT ACCÉLÉRER



⊙ FttH

- ⊙ Validation des catalogues tarifaires RIP 2G
- ⊙ Tarif incitatif du dégroupage cuivre (général et/ou zone fibrée)
- ⊙ Ouverture effective du GC
- ⊙ Structuration et outils pour la mutualisation des process interopérateurs
- ⊙ QoS sur BLOM et architecture commune
- ⊙ Précision et vérification de la complétude dans les zones rentables
- ⊙ ...

⊙ Montée en débit

- ⊙ 3,5 GHz pour LTE fixe avec une largeur de bande suffisante
- ⊙ Cessation MED cuivre sur les RIP en cours de fibrage
- ⊙ ...